

CA1
-1987
M54

MODIFICATIONS A LA LOI
SUR LE DROIT D'AUTEUR
printemps 1987

CA1
-1987
M54

Information



Gouvernement
du Canada


Government
of Canada

MODIFICATIONS À LA LOI SUR LE DROIT D'AUTEUR

printemps 1987

CONTENU

- Définition du droit d'auteur
- Révision de la Loi : le pourquoi et le comment
- Programmes informatiques
- Piratage
- Liens entre le droit d'auteur et les dessins industriels
- Commission du droit d'auteur
- Gestion collective du droit d'auteur
- L'élargissement du droit moral
- Protection élargie des oeuvres chorégraphiques
- Abolition de la licence obligatoire pour la reproduction mécanique
- Droit d'exposer une oeuvre en public



Digitized by the Internet Archive
in 2022 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761115498438>

Définition du droit d'auteur

À l'origine, le droit d'auteur signifiait le droit exclusif, pour le créateur ou la créatrice, de reproduire son oeuvre ou d'autoriser un tiers à le faire.

Aujourd'hui, la protection de la Loi s'étend aux droits de publication, de production, de reproduction, de traduction, de radiodiffusion, d'adaptation ainsi que de représentation ou d'exécution en public. Le droit d'auteur s'applique à toute oeuvre littéraire originale, dramatique, musicale et artistique -- livres, chansons, sculptures, peintures, photographies et films. La Loi sur le droit d'auteur protège également les enregistrements sonores ainsi que les bandes vidéo et audio.

Au Canada, toute oeuvre est protégée par le droit d'auteur du seul fait de sa création, sans formalité aucune, à condition que l'auteur soit citoyen canadien ou résidant du Canada, ou qu'il satisfasse aux autres critères d'admissibilité énoncés dans la Loi.

L'auteur d'une oeuvre est le premier titulaire du droit d'auteur, sauf si celle-ci est créée dans l'exercice d'un emploi. Dans ce cas, c'est l'employeur qui détient le droit d'auteur.

La législation canadienne sur le droit d'auteur protège à la fois les droits économiques et les droits moraux. L'auteur peut vendre, transférer ou céder par licence ses droits économiques afin de faciliter l'exploitation commerciale de son oeuvre. En 1986, les industries tributaires du droit d'auteur ont contribué près de 10 milliards de dollars au produit national brut.

Le droit moral englobe le droit de revendiquer la paternité de l'oeuvre et d'en préserver l'intégrité en réprimant toute déformation susceptible d'être préjudiciable à l'auteur. Attaché à la personnalité de l'auteur, le droit moral est incessible. Cependant, l'auteur peut y renoncer.

Règle générale, au Canada, la protection assurée par la Loi sur le droit d'auteur dure toute la vie de l'auteur et les 50 années suivant sa mort. À la fin de cette période, les oeuvres artistiques, littéraires, dramatiques et musicales sont du domaine public : on peut les reproduire sans avoir à obtenir une permission ou à verser une redevance.

La nouvelle législation veillera à réaliser un juste équilibre entre les intérêts des créateurs et créatrices (autorité sur leurs oeuvres et juste compensation pour leur utilisation) et ceux des usagers (accès optimal aux oeuvres protégées). Elle augmentera les droits des créateurs et créatrices, étendra le champ de protection des oeuvres et réduira le nombre d'exceptions accordées aux usagers, contribuant ainsi à la vitalité culturelle et économique du pays.

Traités internationaux en matière de droit d'auteur

Le Canada a signé deux traités internationaux en matière de droit d'auteur : la Convention de Berne et la Convention universelle sur le droit d'auteur. Ces traités reposent sur le principe du traitement national, en vertu duquel les pays membres sont tenus d'accorder aux ressortissants des autres États membres la même protection que celle qu'ils consentent à leurs propres créateurs et créatrices. La protection accordée par la Convention universelle sur le droit d'auteur est plus restreinte que celle de la Convention de Berne.

Révision de la Loi sur le droit d'auteur : le pourquoi et le comment

Promulguée en 1924, la Loi sur le droit d'auteur n'a fait l'objet d'aucune révision exhaustive. Depuis, sont apparus la radio, la télévision, les photocopieurs, les magnétophones, les magnétoscopes, les ordinateurs, les satellites et les systèmes de mise en mémoire et de récupération de l'information qui, tous, utilisent et exploitent largement la propriété intellectuelle. Les mutations technologiques, économiques et culturelles ont rendu désuètes certaines dispositions de la Loi, privant ainsi certains secteurs clés de l'activité créatrice d'une protection efficace.

En novembre 1984, le gouvernement déclarait accorder à la révision de la Loi sur le droit d'auteur une haute priorité, et il annonçait dans Une nouvelle direction pour le Canada : Un programme de renouveau économique, exposé présenté par le ministre des Finances, son intention d'entreprendre cette révision au terme de larges consultations.

C'est en janvier 1985 qu'on a déposé le Livre blanc sur le droit d'auteur, De Gutenberg à Télidon, auprès du Comité permanent des communications et de la culture. Le Comité a immédiatement nommé un Sous-comité sur la révision du droit d'auteur réunissant des représentants de tous les partis politiques. Au cours de l'année, le Sous-comité a étudié plus de 300 mémoires et 111 témoins ont comparu lors de ses audiences publiques. Le 10 octobre 1985, il présentait ses recommandations à la Chambre des communes dans un rapport intitulé Une charte des droits des créateurs et créatrices. Le Sous-comité affirmait qu'en raison de leur apport à la société canadienne, les créateurs et créatrices devaient être récompensés équitablement pour l'usage de plus en plus fréquent de leurs

oeuvres. La législation en matière de droit d'auteur doit donc reconnaître le droit exclusif qu'ont les créateurs et créatrices d'autoriser l'utilisation de leurs oeuvres et d'en obtenir, en contrepartie, des bénéfices.

Dans sa réponse au rapport du Sous-comité sur le droit d'auteur, rendue publique le 7 février 1986, le gouvernement souscrivait à l'orientation générale du rapport et à la plupart de ses recommandations. En outre, il reconnaissait l'urgence de la révision de la Loi sur le droit d'auteur en soulignant que l'archaïsme de la législation actuelle nuisait aux créateurs et créatrices, aux consommateurs et aux industries fondées sur le droit d'auteur. Le gouvernement insistait sur l'importance économique de la législation et sur la nécessité de protéger les oeuvres des créateurs et créatrices.

Depuis, le gouvernement a déposé un projet de loi modifiant la Loi sur le droit d'auteur. Il recouvre tout à la fois les programmes informatiques, les sanctions contre les violations du droit d'auteur, les rapports entre cette loi et la Loi sur les dessins industriels, la Commission du droit d'auteur, la gestion collective du droit d'auteur, le droit moral, la protection des oeuvres de chorégraphie, l'abolition des licences obligatoires pour la production d'enregistrements sonores et le droit d'exposer publiquement des oeuvres d'art. Une deuxième série de modifications, présentement en préparation, sera présentée dès que la rédaction de la loi sera terminée.

Programmes informatiques

Situation actuelle

Les programmes informatiques, ou logiciels, constituent une part de plus en plus considérable de l'industrie informatique. Au Canada, les recettes découlant de la vente de logiciels de base et de logiciels d'application et de la conception de systèmes sur mesure devraient être d'un milliard et demi de dollars en 1986, soit un taux de croissance annuel de 25 à 30 pour cent dans les années 1980. L'utilisation de petits ordinateurs puissants est devenue chose courante au travail et à la maison, et le marché offre un choix varié de logiciels.

Le printemps dernier, la Cour fédérale a cité des articles de la Loi sur le droit d'auteur pour conclure que les programmes informatiques sont protégés par cette loi. La principale question était de savoir si un programme fixé sur une microplaquette à semiconducteurs était une oeuvre originale codée. La Cour a jugé que le logiciel est une oeuvre originale, qu'il soit présenté sous forme écrite ou en langage-machine, et qu'il bénéficie donc de tout le régime de protection du droit d'auteur. Toutefois, cette décision a été portée en appel. En Australie, où la législation sur le droit d'auteur est similaire à celle du Canada, la décision d'élargir la protection aux programmes informatiques a été infirmée par la plus haute cour du pays. La situation juridique quant à la protection accordée aux programmes informatiques au Canada est donc très incertaine.

Justifications

En l'absence d'une législation ou d'une jurisprudence claire, l'industrie des programmes informatiques au Canada a dû créer des programmes

informatiques dans des conditions incertaines. Naturellement, les entreprises hésitent à investir temps et argent pour concevoir un programme lorsqu'un concurrent peut copier l'original en trente secondes, temps nécessaire pour dupliquer une disquette. En dépit de la croissance énorme qu'elle connaît, l'industrie perd des millions de dollars annuellement en raison des copies illicites.

Pour éliminer l'incertitude dans laquelle est plongée l'industrie de l'informatique, il est urgent de protéger les logiciels par voie législative. Aux termes des modifications proposées, les fabricants de logiciels pourront se prévaloir de la Loi lorsqu'un recours civil ou criminel est nécessaire pour assurer la protection de leurs oeuvres.

Les modifications proposées sont conformes aux dispositions adoptées à cet égard par nos principaux partenaires commerciaux. Les législations sur le droit d'auteur des États-Unis, du Royaume-Uni, de la France, du Japon et de la majorité des pays industrialisés prévoient expressément la protection des programmes informatiques. Un régime de protection similaire permet d'accroître le partage de connaissances et du savoir-faire technologiques et facilite les ententes commerciales.

Modifications

Aux termes des modifications, les programmes informatiques seront définis comme des oeuvres littéraires, peu importe le moyen d'expression, et ils pourront bénéficier de la pleine protection conférée par le droit d'auteur, qui dure toute la vie de l'auteur et cinquante années après son décès. Cette protection est conforme à la jurisprudence actuelle et garantit une protection continue. Elle est également conforme à la protection accordée aux programmes informatiques par la majorité des partenaires commerciaux du Canada.

Deux exceptions sont prévues en ce qui a trait à la contrefaçon du droit d'auteur visant particulièrement les logiciels. Premièrement, les personnes qui possèdent de manière licite un programme informatique pour-

ront le modifier afin de répondre à leurs besoins personnels ou l'adapter sans contrevenir à la loi. Elles pourront aussi faire des copies de sauvegarde, étant donné que les supports d'information actuels sont très fragiles. De fait, la nouvelle loi autorisera une pratique devenue courante dans l'industrie.

Il est important de noter que les programmes informatiques seront protégés par le droit d'auteur même s'ils ont été créés avant la date d'entrée en vigueur de la modification. Toutefois, toute infraction civile ou criminelle perpétrée avant le dépôt de la modification sera tranchée en fonction de la loi en vigueur au moment de la présumée infraction.

Piratage

Situation actuelle

Faute de sanctions sévères, le piratage commercial de films, de disques et de logiciels ne cesse de croître. La reproduction peu coûteuse et excellente de presque tous les genres de documents protégés par le droit d'auteur est maintenant possible. Les profits à réaliser par le piratage sont importants, et l'activité est florissante. Étant donné les amendes actuellement imposées en vertu de la Loi sur le droit d'auteur, qui varient de 10 \$ par copie à un maximum de 200 \$ par transaction, cela n'est pas surprenant. Ces amendes n'ont pas augmenté depuis l'entrée en vigueur de la Loi en 1924.

Des pirates ont également été poursuivis en vertu des dispositions de l'article 338 du Code criminel relatives aux fraudes. Mais cette mesure législative n'a jamais visé l'enregistrement illicite comme tel. Certes, les tribunaux ont jugé que l'article 338 est techniquement applicable en l'absence de sanctions effectives relatives au droit d'auteur, mais cette pratique a laissé les tribunaux et le gouvernement dans l'embarras. Ce qu'il faut, ce sont des dispositions conçues expressément pour lutter contre le piratage des documents protégés. Le moyen logique d'adopter de telles dispositions consiste à les insérer dans la Loi sur le droit d'auteur.

Pourquoi changer?

Les recettes provenant de la vente d'enregistrements sonores au Canada se sont élevées à plus de 600 millions de dollars en 1985. On estime que

40 autres millions de dollars de rubans et de disques piratés ont été achetés cette même année. Les vidéocassettes piratées peuvent représenter jusqu'à 20 pour cent du marché licite, dont la valeur au détail a été de quelque 530 millions de dollars en 1984. Les évaluations de logiciels piratés varient considérablement. Pour certains programmes populaires, il y a sans doute au moins une copie piratée en usage pour chaque programme autorisé par l'éditeur.

Il y a également des profits à faire en mettant illégalement sur le marché des oeuvres d'art et des livres fabriqués illégalement, et la sévérité des nouvelles sanctions vise à frapper le piratage, quelle que soit la forme du document protégé par le droit d'auteur.

L'accroissement des sanctions indiquera clairement que le piratage ne sera plus toléré. Les industries canadiennes de la culture, du spectacle et de l'information, sûres que leurs efforts de création seront bien protégés contre le piratage, seront encouragées à prendre de l'expansion. Une attitude plus ferme face au piratage cadre avec les mesures prises récemment par les principaux partenaires commerciaux du Canada.

Changements

Avec ces modifications, la Loi précisera que toute personne qui vend, distribue, expose ou importe pour la vente une copie contrefaite d'une oeuvre est coupable d'une infraction. Le contrevenant sera passible, sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende maximale de 25 000 \$ ou d'une peine de prison pouvant aller jusqu'à six mois, ou des deux sanctions. La sanction maximale pour un acte criminel sera une amende d'un million de dollars ou un emprisonnement pouvant aller jusqu'à cinq ans, ou les deux peines.

Liens entre le droit d'auteur et les dessins industriels

Situation actuelle

Les récentes décisions des tribunaux ont obscurci les rapports qui existent entre la Loi sur le droit d'auteur et la Loi sur les dessins industriels et risquent d'étendre le droit d'auteur à des fins auxquelles il n'était pas destiné.

Au Canada, d'une façon générale, on reconnaissait que la concurrence devrait être libre, exempte des restrictions imposées par les droits de propriété intellectuelle, lorsque sont fabriqués certains articles qui ne justifient pas la protection offerte par le droit d'auteur ou par les dessins industriels. Ainsi, on considérerait que la fabrication d'un objet utilitaire tridimensionnel, comme un tuyau d'échappement ou un système d'embrayage, ne porterait pas atteinte au droit d'auteur d'un dessin bidimensionnel sur lequel il aurait été fondé. Dans cet optique, les articles utilitaires ou fonctionnels, comme les tuyaux d'échappement, n'étaient pas considérés comme admissibles à la protection de la propriété intellectuelle, car dans la plupart des cas, ils ne sont ni décoratifs, et donc admissibles à la protection conférée par les dessins industriels, ni assez inventifs pour être admissibles à la protection conférée par les brevets.

De récentes décisions judiciaires ont toutefois soulevé la possibilité que ces objets puissent devenir admissibles à la pleine protection conférée par le droit d'auteur. Quiconque fabrique ces articles aurait alors à demander l'autorisation et à payer des redevances ou des frais de licence. Cette pratique ferait grimper les coûts, qui seraient répercutés aux consommateurs. En fait, ces entreprises pourraient être empêchées de rivaliser avec les fabricants originaux de ces articles pendant la durée de la vie du créateur et 50 ans après son décès.

Pourquoi changer?

L'incertitude causée par les poursuites en cours au Canada souligne la nécessité de préciser le libellé de la loi actuelle. Retarder la révision de la législation sur les dessins industriels pourrait transformer la Loi sur le droit d'auteur en une législation fourre-tout destinée à protéger des oeuvres pour lesquelles le droit d'auteur n'est pas fait. Le Sous-comité chargé de la révision du droit d'auteur a recommandé de prendre des mesures immédiates pour écarter cette possibilité. Si l'on ne réussit pas à préciser le lien qui existe entre la Loi sur le droit d'auteur et la Loi sur les dessins industriels, les effets sur le secteur manufacturier canadien pourraient être extrêmement négatifs.

Changements

Le projet de loi comporte un nouveau libellé précis destiné à résoudre les ambiguïtés découlant des récentes décisions des tribunaux. Les modifications constituent un moyen objectif de déterminer si un article peut être protégé par le droit d'auteur, les dessins industriels, les deux, ou ni l'un ni l'autre. Les modifications permettent de reformuler et de préciser ce que le gouvernement et la majeure partie du secteur privé ont toujours considéré comme étant la loi au Canada. Pour éviter toute incertitude préjudiciable, les modifications s'appliquent à toute contrefaçon qui serait survenue avant leur entrée en vigueur.

Commission du droit d'auteur

En vertu de la nouvelle législation, la Commission d'appel du droit d'auteur verra son rôle accru et sera connue désormais sous le nom de Commission du droit d'auteur.

Créée en 1938, la Commission a essentiellement pour tâche de régler les tarifs, en approuvant ou en modifiant ceux que lui soumettent chaque année les sociétés de droit d'auteur chargées de la gestion des droits d'exécution des oeuvres musicales. En dépit de son nom, la Commission n'est pas un tribunal d'appel. Elle se compose présentement de trois membres bénévoles exerçant leurs fonctions à temps partiel.

En plus de jouer le rôle de l'actuelle Commission, le nouveau tribunal assumera deux responsabilités additionnelles :

- (1) Il pourra fixer les taux de redevance des sociétés délivrant des licences autres que pour l'exploitation d'oeuvres musicales, mais seulement dans les cas où une société de gestion et un groupe d'usagers ne parviendront pas à s'entendre et dans les cas où l'une ou l'autre des parties décide de recourir à la Commission pour arbitrage. Lorsqu'une entente faisant mention d'un tarif est volontairement déposée auprès de la Commission, le directeur des Enquêtes et des Recherches, nommé en vertu de la Loi sur la concurrence, peut demander à la Commission de vérifier l'entente, s'il juge qu'elle va à l'encontre de l'intérêt public.

- (2) Il accordera des licences d'exploitation des oeuvres dont on ne retrouve pas le titulaire. Les éventuels usagers devront démontrer d'une manière satisfaisante qu'un effort raisonnable a été fait pour retracer le titulaire, et s'engager à verser les redevances fixées par la Commission même si le titulaire n'est retrouvé que dans les cinq années suivant l'expiration de la licence.

En vertu de la nouvelle législation, la Commission sera tenue de justifier ses décisions. Elle sera habilitée à citer des témoins à comparaître, à entendre des témoignages sous serment et à exiger la production de documents. La Cour fédérale aura le pouvoir de réviser les décisions de la Commission sur des questions de droit.

Les membres de la Commission seront nommés par le gouverneur en conseil pour une durée de cinq ans. Leur mandat ne sera révocable que pour motif grave. Ils devront s'abstenir de participer, directement ou indirectement, à des activités liées au droit d'auteur. La présidence devra être confiée à un juge (en fonction ou à la retraite) de la cour supérieure ou d'une cour de comté ou de district. Le président et le vice-président exerceront leurs fonctions à temps plein. Un maximum de trois autres personnes pourront être nommées à la Commission à temps plein ou temps partiel. Les fonctionnaires ne seront pas éligibles.

Le personnel de soutien sera nommé en vertu de la Loi sur l'emploi dans la Fonction publique. En outre, la Commission pourra, à titre temporaire, retenir les services d'experts conformément aux directives du Conseil du trésor.

Le ministre responsable déposera chaque année au Parlement le rapport annuel de la Commission.

Gestion collective du droit d'auteur

Les créateurs et créatrices ou les titulaires de droits d'auteur peuvent autoriser une société de gestion collective à gérer l'accès à leurs oeuvres. La société prélève des redevances, sur toutes les oeuvres protégées par le droit d'auteur qu'elle contrôle, et distribuent celles-ci à ses membres.

La gestion collective sert les intérêts des titulaires de droit d'auteur et des usagers des oeuvres protégées. Elle assure aux titulaires de droits d'auteur une gestion efficace des droits qu'il leur est difficile d'exercer individuellement, et permet aux usagers d'accéder plus aisément à un grand nombre d'oeuvres protégées.

Ce système n'est pas nouveau : par exemple, on l'utilise actuellement dans le cas des droits d'exécution des oeuvres musicales. Ainsi, au lieu de s'adresser à chacun des compositeurs dont ils veulent utiliser les oeuvres, les organisateurs de fêtes foraines traitent avec deux sociétés de droits d'exécution, soit l'Association des compositeurs, auteurs et éditeurs du Canada (CAPAC) et la Société de droits d'exécution du Canada (SDE). En versant quotidiennement 5 \$ à chacune de ces sociétés, les petites fêtes foraines ont accès à un répertoire international d'oeuvres musicales. Créés il y a plus de 40 ans, CAPAC et SDE accordent des licences pour la radiodiffusion ou l'exécution en public d'oeuvres musicales de compositeurs canadiens et étrangers.

Au Québec, en vertu d'une entente passée entre le ministère de l'Éducation du Québec et l'Union des écrivains québécois (UnEQ), les enseignants sont autorisés à photocopier de larges extraits d'un répertoire de 17 000 livres. À cette fin, le ministère de l'Éducation verse à l'UnEQ 1 million de dollars par année pour la photocopie d'ouvrages par les maisons d'enseignement de la province. Cette somme est répartie entre les membres de l'Union au prorata de l'utilisation de leurs oeuvres.

Deux autres sociétés de gestion collective de droits d'auteur ont été mises sur pied au cours des dernières années :

- ° VIS-ART - association sans but lucratif de peintres, photographes, concepteurs et sculpteurs créée en 1984 pour assurer la gestion des droits de reproduction commerciale de leurs oeuvres.
- ° Société pour l'avancement des droits en audio-visuel (SADA) - créée au Québec en 1979 pour assurer la gestion des droits d'auteur des entreprises spécialisées dans la fabrication et la distribution de matériels audio-visuels.

La Loi sur le droit d'auteur actuelle ne mentionne que les sociétés s'occupant des droits d'exécution d'oeuvres musicales, mais rien n'interdit la création de sociétés de gestion collective d'autres droits. Selon la loi actuelle, les sociétés de droits d'exécution sont tenues de soumettre leurs tarifs à l'approbation de la Commission d'appel du droit d'auteur. Les autres sociétés de gestion collective sont libres d'imposer leurs tarifs. Cependant, elles sont tenues de se conformer aux dispositions de la Loi sur la concurrence, restriction qui a contribué à décourager la création de nouvelles sociétés de gestion collective, certains titulaires de droit d'auteur craignant en effet les poursuites. Afin de remédier à la situation, la nouvelle législation prévoit un système de révision réglementaire facultatif.

En vertu de ce système, les sociétés de gestion collective qui négocient directement avec les usagers et qui soumettent leurs tarifs à l'approbation de la Commission du droit d'auteur ne seront pas assujetties aux dispositions de la Loi sur la concurrence. Les usagers peuvent également soumettre leurs tarifs à la Commission. Cependant, le directeur des Enquêtes et des Recherches, nommé en vertu de la Loi sur la concurrence, pourra demander à la Commission de déterminer si les tarifs soumis sont conformes à l'intérêt public. Il reviendra alors à la Commission d'approuver ou de modifier les tarifs et les conditions connexes.

Les sociétés de gestion collective qui ne déposent pas leurs ententes visant l'octroi de licences auprès de la Commission du droit d'auteur sont automatiquement assujetties aux dispositions de la Loi sur la concurrence.

Dans le cas où une société de gestion collective et un utilisateur ne peuvent arriver à une entente, l'une ou l'autre partie pourra demander à la Commission de droit d'auteur d'établir un tarif. Ces cas ne seraient pas assujettis à la Loi sur la concurrence.

L'élargissement du droit moral

En décembre 1982, l'artiste Michael Snow obtenait une injonction obligeant le Centre Eaton de Toronto à enlever les rubans rouges ornant le cou des 60 oies d'une sculpture intitulée "Flight Stop". D'après l'artiste, ces rubans portaient atteinte à son honneur et à sa réputation, ajoutant qu'il serait tout aussi incongru d'ajouter des pendants d'oreilles à la Vénus de Milo.

Ce faisant, Snow exerçait le droit moral d'un auteur de préserver l'intégrité de son oeuvre. La nouvelle législation vient renforcer ce droit de deux façons.

(1) Dorénavant, le créateur ou la créatrice d'une oeuvre artistique n'aura pas à prouver que la modification de son oeuvre est préjudiciable à son honneur et à sa réputation.

Toute modification apportée à une peinture ou à une sculpture sans le consentement de l'artiste sera automatiquement réputée préjudiciable. Cependant, les mesures de conservation ou de restauration et les changements de lieu échapperont à cette règle.

(2) Les créateurs et créatrices auront un recours légal contre une utilisation non autorisée de leurs oeuvres pour promouvoir des produits, des services, des causes ou des institutions de façon susceptible à porter atteinte à leur honneur et à leur réputation.

Le droit de "paternité" qui permet aux créateurs de se faire reconnaître comme étant les auteurs d'une oeuvre sera étendu. La nouvelle législation leur donnera en outre le droit de garder l'anonymat ou d'utiliser un pseudonyme.

Des sanctions plus sévères sont prévues pour la violation du droit moral. En vertu de la nouvelle législation, le droit moral et les droits économiques bénéficieront du même traitement. La Loi sur le droit d'auteur actuelle permet à l'auteur de demander une injonction s'il estime son droit moral violé. Dorénavant, il pourra également intenter une poursuite pour préjudice porté à son honneur et à sa réputation.

L'honneur et la réputation étant personnels, le droit moral est incessible. Cependant, l'auteur peut y renoncer. Par exemple, l'auteur d'un succès de librairie peut renoncer à son droit d'approuver les modifications apportées à son texte lorsqu'on le porte à l'écran.

Protection élargie des oeuvres chorégraphiques

En vertu de la Loi actuelle, les oeuvres chorégraphiques appartiennent à la catégorie des oeuvres dramatiques.

La nouvelle législation étendra la protection à toutes les oeuvres chorégraphiques, qu'elles comportent ou non un argument ou une intrigue.

En effet, si les ballets classiques comme Giselle ou la Belle au bois dormant s'articulent autour d'arguments dramatiques, il n'en va pas de même pour les oeuvres modernes comme le Concerto Barocco de Balanchine.

Glass Houses, du chorégraphe torontois Christopher House, est un exemple d'une chorégraphie qui ne comporte aucune histoire précise. D'après le chorégraphe David Earle, c'est une oeuvre qui "donne la sensation absolue de la forme dans toute sa pureté et sa force, sans aucune immixtion d'idées". Les danses réalisées par les chorégraphes montréalais Paul-André Fortier (Images noires) et Édouard Locke (Orange) constituent d'autres exemples.

M^{me} Elise Orenstein, de l'Association canadienne des organisations professionnelles de la danse, a déclaré devant le Sous-comité sur la révision du droit d'auteur que "l'intrigue, l'analyse psychologique,

l'émotion, la musique, les bruits, le silence, le ton et les personnages" sont des variables qui peuvent caractériser ou non une chorégraphie. Selon elle, "la chorégraphie a recours à des personnes et à des décors pour représenter un cheminement organisé en fonction du temps et de l'espace".

Mai 1987
N° 192 25617 F
FI-87-3807F.18

Abolition de la licence obligatoire pour la reproduction mécanique

L'autorité du créateur sur l'utilisation de son oeuvre et son droit à une juste rétribution constituent les principes fondamentaux de la législation en matière de droit d'auteur.

La Loi sur le droit d'auteur de 1924 comprend une disposition imposant un régime de licences obligatoires pour la reproduction mécanique. Lorsque l'auteur a autorisé un premier enregistrement de l'oeuvre, les entreprises d'enregistrement ont le droit de la reproduire à condition de respecter les prescriptions de la Loi, c'est-à-dire de verser une redevance de "deux cents pour chaque face de reproduction de toute empreinte, et de deux cents pour chaque rouleau perforé ou autre organe" aux titulaires du droit d'auteur.

À la lumière des progrès technologiques qui ont marqué l'industrie de l'enregistrement -- microsillons, cassettes, vidéoclips et disques compacts --, le libellé de la Loi de 1924 paraît plutôt archaïque, et d'après les membres de l'industrie, la redevance de deux cents serait tout aussi périmée. En mars dernier, leurs porte-parole citaient à ce sujet l'exemple de Bobby Gimby, dont la chanson "Canada" avait connu un immense succès se traduisant par la vente de 300 000 disques. Or, en vertu du régime de licences obligatoires, les droits de reproduction de cette chanson -- qu'il faudrait partager équitablement entre le compositeur et l'éditeur -- ne s'élèveraient qu'à 6 000 \$.

À titre d'exemple supplémentaire, "Je ne suis qu'une chanson", dont les paroles et la musique sont de Diane Juster, a également engendré des redevances de 6 000 \$ lorsque la chanson a été enregistrée sur un disque de Ginette Reno qui a été vendu à 300 000 exemplaires.

L'abolition des licences obligatoires pour les enregistrements sonores signifie que les compositeurs pourront choisir eux-mêmes les personnes qui seront autorisées à enregistrer leur musique et déterminer dans quelles circonstances l'enregistrement se fera. Les compositeurs ne seront plus forcés de vendre leurs chansons à un prix établi arbitrairement par la loi.

Une période transitoire de six mois à compter de la promulgation de la nouvelle Loi permettra de terminer les enregistrements entrepris sous la Loi actuelle.

Droit d'exposer des oeuvres d'art en public

Les artistes soutiennent depuis longtemps que leurs droits économiques ne jouissent pas de la même protection que ceux des autres créateurs, notamment en ce qui a trait à l'exposition de leurs oeuvres en public. À l'heure actuelle, ils ne touchent aucune redevance pour l'exposition de leurs peintures et de leurs sculptures.

En vertu de la nouvelle législation, le droit d'exposition fera partie intégrante du droit d'auteur et pourra s'exercer au même titre que tous les autres droits économiques.

En fait, la majorité des galeries et des principaux musées d'art publics se conforment volontairement au barème des droits d'exposition établi par le Front des artistes canadiens (CARFAC). La nouvelle législation consacre donc une pratique largement répandue dans le milieu des arts visuels.

Les artistes ne risquent pas de faire fortune avec les redevances en question. Selon une étude menée en 1980 par Judy Gouin pour le compte du Front des artistes canadiens (Ontario), les droits d'exposition par l'artiste s'élèvent en moyenne à 480 \$ par année, tandis que le revenu annuel global provenant de son art représente moins de 6 000 \$. Une étude effectuée en 1981 par le Conseil des Arts du Canada montre que les droits versés aux artistes représentent un dixième de 1 p. 100 des coûts globaux d'exploitation des musées d'art publics.

Le nouveau droit d'exposition ne s'appliquera qu'aux oeuvres artistiques créées après la promulgation de la nouvelle loi. D'autre part, il ne s'étendra pas aux oeuvres exposées aux fins de vente ou de location.



DUO TANG.
50125
MADE IN U.S.A